



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'Étincelle
pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Lisez l'Anticapitaliste ! - <https://lanticapitaliste.org/>

Lundi 8 mars 2021

Le gouvernement s'en prend aux chômeurs :

Quoi qu'il en coûte... mais pour qui ?

Covid oblige, le gouvernement avait renoncé à appliquer la réduction des allocations chômage prévue au 1^{er} avril 2020. Mais Élisabeth Borne, la ministre du Travail, a annoncé que la réforme de l'assurance-chômage entrera en vigueur dès le 1^{er} juillet... sauf la partie qui pénalise les patrons abusant du travail précaire, qui est repoussée à 2022 ! Mais pour les chômeurs, les baisses d'allocations n'attendront pas la fin du quinquennat, ni celle de la pandémie.

Le gouvernement contre les précaires

Le gouvernement prétend que cette réforme servira à lutter contre les chômeurs qui « profitent » du chômage. Comme si c'était un choix d'être au chômage, surtout dans le contexte actuel ! Selon l'Unédic, 840 000 personnes (38 % des allocataires) connaîtraient ainsi une baisse d'indemnisation, de 20 % en moyenne, et cela pourrait aller jusqu'à des montants divisés par deux pour certains. Pour une personne ayant eu deux CDD de trois mois payés au Smic sur les 24 derniers mois, les allocations passeraient de 975 euros à 659 euros. Le salaire journalier de référence utilisé pour calculer les allocations prendra en compte les périodes d'inactivité, alors que, aujourd'hui, seules les périodes salariées sont prises en compte. Les demandeurs d'emploi alternant contrats courts et inactivité seraient les premiers pénalisés.

Une réforme contre tous les travailleurs

Les patrons sont responsables du chômage : en 2020, 360 000 emplois ont été détruits, rien que dans le privé. Le nombre de chômeurs devrait encore augmenter avec la fin des dispositifs de chômage partiel.

Si le gouvernement voulait réellement combattre la précarité, il s'en prendrait à ceux qui utilisent les subventions publiques pour moderniser leurs installations et licencier. À ceux qui embauchent en CDD à répétition, ou en intérim, au lieu de créer les emplois fixes nécessaires.

Mais le malus prévu dans ce dernier cas sur les cotisations chômage est reporté en 2022 et les activités fortement touchées par la pandémie sont de toute façon sorties du dispositif.

Cette réforme devrait rapporter aux caisses moins d'1,3 milliard d'euros par an. À comparer aux 17,4 milliards de déficit de l'Unédic en 2020 du fait du financement du chômage partiel. Et au total, fin juillet 2020, des 470 milliards mobilisés pour venir en aide aux patrons, auxquels s'est ajouté un plan de relance de 100 milliards en septembre. Alors, pourquoi cette annonce soudaine d'une réforme qui ne rapportera qu'une goutte d'eau aux caisses mais va enfoncer un peu plus dans la misère les plus précaires ?

En s'en prenant aux chômeurs, qui seront poussés à accepter des contrats à n'importe quel prix, même mal payés, même avec des conditions de travail déplorables, le gouvernement fait pression à la baisse sur les conditions de travail de l'ensemble des travailleurs.

Les véritables urgences

La véritable urgence en ce moment, ce serait de renforcer les filets de sécurité pour protéger les travailleurs de la crise.

Il faudrait déjà **interdire les licenciements et les suppressions de postes.**

Ensuite, **personne ne devrait vivre avec moins de 1 500 euros par mois** : c'est le montant minimum que le gouvernement alloue à tous les propriétaires de bars et restaurants. Pourquoi ce qui est bon pour ceux-là ne le serait-il pas pour les travailleurs privés d'emploi ?

Les patrons ont commencé leur offensive en licenciant, le gouvernement la poursuit en réduisant les allocations chômage. Et quoi demain ? La baisse de tous les salaires, la suppression du Smic ?

Est-ce que cette réforme sera la réforme de trop, celle qui nous mettra en colère et les contraindra à cesser leurs attaques ?

On ne peut que l'espérer !

**Lisez et contactez l'Étincelle en ligne –
Facebook : NPA L'Étincelle – Renault Lardy**

L'amer courrier de Le Maire

Alors que la direction de Renault s'acharne à ne rien dire des projets prévus à Lardy pour les prochaines années, Bruno Le Maire a été plus explicite... Baratinant un sénateur local, il a expliqué que le site de Lardy n'était « *pas directement concerné par le plan d'économies* ». Les salariés prestataires mis à la porte depuis un an apprécieront la *fake new*.

Mais surtout, le ministre des suppressions d'emplois a été clair : « *il n'est pas exclu à moyen terme que l'activité subisse un impact de l'évolution du mix énergétique [...] les salariés se verraient donc proposer d'aller vers d'autres sites de l'IDF, si une décision de restructuration devait être prise* ».

La direction nous aurait-elle caché quelque chose ? Maintenant que Le Maire a dévoilé le pot-aux-roses, il faut qu'ils nous rendent des comptes !

Tradition d'accueil

De passage lors du CSE de Lardy, le directeur de la Mécanique n'a rien lâché concernant de nouvelles activités pour le site. Justifiant l'externalisation de projets pour des raisons de coût ou le futur départ d'activités pour alimenter les RTX, il s'est apparemment plaint d'être mal reçu à Lardy.

Quoi qu'ils disent, les grands directeurs mènent la politique de casse au profit des actionnaires. Pour défendre nos intérêts, on ne pourra compter que sur nos forces, qui sont bien plus grandes qu'on ne croit : sans notre travail sur les moteurs thermiques, hybrides et électriques, Renault paierait des millions d'euros de pénalités CAFE. Faisons-nous respecter !

Les Minions sont arrivés sur le site

Hier plein de bonhommes jaunes se sont baladés sur le site. Leur mission aurait pu être d'améliorer nos conditions de travail, de nous demander si nous étions motivés et contents de notre salaire...

Et bien non ! C'était un audit pas du tout surprise pour vérifier si les règles de sécurité étaient bien respectées. C'est osé pour une direction qui, pendant le premier confinement, a laissé des centaines de salariés sans masque et sans gel hydroalcoolique au risque de contaminer ses proches.

Dommage que les Minions soient sortis de leur bunker avec un an de retard !

Guide de voyage

Pour nous donner envie d'ailleurs, la direction a envoyé au domicile des salariés « gris » un beau prospectus sur « papier glacé » CAR21.

Pas la peine de le lire, mais gardons-le toujours, on pourrait en faire un beau tas devant les bureaux de la direction lors du prochain débrayage !

Leur blabla pour nous montrer où prendre la porte, ça suffit ! Ce qu'on veut ces sont de vraies garanties pour nos emplois.

"Profiter des opportunités de départ", mon œil !

Dans une vidéo de propagande pour leur plan de départs, une RH et le directeur de l'ingénierie G. Le Borgne devisent amicalement sur le meilleur moyen de nous voir partir de chez Renault.

En plus de la pose et dépose de leur masque chirurgical à la limite du burlesque, ils nous disent qu'ils ne nous mettent pas dehors... mais qu'on ferait quand même bien d'aller voir ailleurs.

Si les boîtes s'arrachent a priori les dirigeants chargés de supprimer des milliers d'emplois, elles n'ouvrent pas leurs portes aux salariés comme nous. Alors, pas question de risquer le chômage pour leurs beaux yeux !

Toujours les mêmes Ghosneries

Ça faisait longtemps qu'on ne l'avait pas vu ! Après Sarkozy coupable de corruption et PPDA accusé de viol, il ne manquait que l'interview de Ghosn le 3 mars pour que LCI réussisse son grand chelem des crapules. Bien planqué à Beyrouth, il a recommencé à se plaindre d'un complot et dénoncé ses conditions de détention au Japon. Certes, les cellules nippones sont un peu sobres par rapport au Château de Versailles, mais le malfrat en cavale est désormais peinarde.

Un peu nostalgique de son passage chez Renault quand même : « *Les quatre dernières années où j'ai été à sa tête étaient des années records.* »

Des records de dividendes pour les actionnaires et de bonus pour lui ! Malheureusement, pour dénoncer sa politique contre les salariés, il n'y avait plus de créneau libre sur LCI...

Casse sociale dans l'auto : faisons front commun

Semaine après semaine, des annonces de suppressions de postes se succèdent dans le secteur automobile. Après avoir un moment reculé devant la mobilisation, la direction de Renault a fini par avouer qu'elle se débarrasserait de la Fonderie de Caudan et des 380 salariés.

À Douvrin (Pas-de-Calais), PSA vient d'annoncer la fin de la production d'un moteur Essence, ce qui laisse présager la fermeture de l'usine d'ici 2 ou 3 ans. Des Fonderies du Poitou à Choisy-le-Roi en passant par l'usine de Flins, les patrons restructurent à grands coups de suppressions de postes.

Mais ce n'est pas une fatalité, car les salariés ne se laissent pas faire : dans l'Aveyron, les salariés de SAM bloquent les livraisons à Renault pour protester contre la fermeture du site. L'usine Bosch Rodez était aussi bloquée ce lundi 8 mars. Un exemple à suivre et à amplifier pour stopper l'offensive patronale.

